



Déclaration de Projet
valant mise en compatibilité du PLU de Sussargues
pour la création du parc d'activités économique
sur le site du stade Jules Rimet

DOSSIER D'ENQUETE PUBLIQUE

PREAMBULE

COMPOSITION DU
DOSSIER D'ENQUETE

La composition du dossier d'enquête publique est précisée à l'article R123-8 du code de l'environnement, modifié par décret du 29 juin 2021.

Article R123-8

Modifié par Décret n° 2021-837 du 29 juin 2021 - art. 23

« Le dossier soumis à l'enquête publique comprend les pièces et avis exigés par les législations et réglementations applicables au projet, plan ou programme.

Le dossier comprend au moins :

1° Lorsqu'ils sont requis :

- a) L'étude d'impact et son résumé non technique, ou l'étude d'impact actualisée dans les conditions prévues par le III de l'article [L. 122-1-1](#), ou le rapport sur les incidences environnementales et son résumé non technique ;*
- b) Le cas échéant, la décision prise après un examen au cas par cas par l'autorité mentionnée au IV de l'article [L. 122-1](#) ou à l'article [L. 122-4](#) ou, en l'absence d'une telle décision, la mention qu'une décision implicite a été prise, accompagnée pour les projets du formulaire mentionné au II de l'article [R. 122-3-1](#) ;*
- c) L'avis de l'autorité environnementale mentionné au III de l'article [L. 122-1](#), le cas échéant, au III de l'article [L. 122-1-1](#), à l'article [L. 122-7](#) du présent code ou à l'article [L. 104-6 du code de l'urbanisme](#), ainsi que la réponse écrite du maître d'ouvrage à l'avis de l'autorité environnementale ;*

2° En l'absence d'évaluation environnementale le cas échéant, la décision prise après un examen au cas par cas ne soumettant pas le projet, plan ou programme à évaluation environnementale et, lorsqu'elle est requise, l'étude d'incidence environnementale mentionnée à l'article [L. 181-8](#) et son résumé non technique, une note de présentation précisant les coordonnées du maître d'ouvrage ou de la personne publique responsable du projet, plan ou programme, l'objet de l'enquête, les caractéristiques les plus importantes du projet, plan ou programme et présentant un résumé des principales raisons pour lesquelles, notamment du point de vue de l'environnement, le projet, plan ou programme soumis à enquête a été retenu ;

3° La mention des textes qui régissent l'enquête publique en cause et l'indication de la façon dont cette enquête s'insère dans la procédure administrative relative au projet, plan ou programme considéré, ainsi que la ou les décisions pouvant être adoptées au terme de l'enquête et les autorités compétentes pour prendre la décision d'autorisation ou d'approbation ;

4° Lorsqu'ils sont rendus obligatoires par un texte législatif ou réglementaire préalablement à l'ouverture de l'enquête, les avis émis sur le projet plan, ou programme ;

5° Le bilan de la procédure de débat public organisée dans les conditions définies aux articles [L. 121-8](#) à [L. 121-15](#), de la concertation préalable définie à l'article [L. 121-16](#) ou de toute autre procédure prévue par les textes en vigueur permettant au public de participer effectivement au processus de décision. Il comprend également l'acte prévu à l'article [L. 121-13](#) ainsi que, le cas échéant, le rapport final prévu à l'article [L. 121-16-2](#). Lorsque aucun débat public ou lorsque aucune concertation préalable n'a eu lieu, le dossier le mentionne ;

6° La mention des autres autorisations nécessaires pour réaliser le projet dont le ou les maîtres d'ouvrage ont connaissance ;

7° Le cas échéant, la mention que le projet fait l'objet d'une évaluation transfrontalière de ses incidences sur l'environnement en application de l'article [R. 122-10](#) ou des consultations avec un Etat frontalier membre de l'Union européenne ou partie à la Convention du 25 février 1991 signée à Espoo prévues à l'article [R. 515-85](#).

L'autorité administrative compétente disjoint du dossier soumis à l'enquête et aux consultations prévues ci-après les informations dont la divulgation est susceptible de porter atteinte aux intérêts mentionnés au I de l'article [L. 124-4](#) et au II de l'article [L. 124-5](#). »

La procédure de déclaration de projet valant mise en compatibilité du PLU de Sussargues pour la création du PAE J. Rimet, soumise à la présente enquête publique :

➤ **est soumise à évaluation environnementale :**

Conformément à l'article R104-13 du code de l'urbanisme, modifié par décret du 13 octobre 2021, la présente procédure de mise en compatibilité du PLU est soumise à évaluation environnementale car elle modifie certaines orientations du PADD, et de ce fait emporte les mêmes effets qu'une révision au sens de l'article L153-31 du code de l'urbanisme.

Le projet de déclaration de projet emportant mise en compatibilité du PLU a été transmis à l'autorité environnementale représentée dans le cas présent par la mission régionale d'autorité environnementale Occitanie (MRAE Occitanie) le 08 décembre 2022, qui disposait d'un délai de 3 mois pour émettre un avis (Article R.104-25 du Code de l'Urbanisme). Le 09 mars 2023 la MRAE a mis en ligne sur son site internet une information concluant à l'absence d'observations de l'autorité environnementale sur ce projet.

Conformément à l'article R.104-25 du Code de l'Urbanisme cette information sera jointe au dossier d'enquête publique.

➤ **a fait l'objet d'une concertation préalable du public :**

Le projet de déclaration de projet emportant mise en compatibilité est soumis à concertation publique conformément aux dispositions de l'article L103-2 du code de l'urbanisme. Cette concertation dont les objectifs poursuivis et les modalités ont été définis par délibération du conseil métropolitain en date du 14 décembre 2021, s'est déroulée du 28 mars 2022 au 08 août 2022.

La durée initiale de 36 jours a été rallongée en raison de la nécessité de réaliser une étude de risque feu de forêt sur le site du projet suite à la parution de la nouvelle carte départementale d'aléa feu de forêt. Cette étude a donc été réalisée en cours de concertation et a été jointe au dossier de concertation et mise à disposition du public le 1er juillet 2022.

Une réunion publique a également été organisée durant cette phase de concertation. Elle s'est tenue le vendredi 29 avril 2022 à 18H30 à Sussargues à la salle polyvalente du foyer communal. Cette rencontre a réuni une quarantaine de participants dont des entrepreneurs intéressés pour installer leur activité dans le PAE. Elle a surtout été l'occasion de présenter le projet à la population et de répondre aux questions des habitants (types d'entreprises envisagées dans le PAE, accès, stationnement ...)

Durant cette phase de concertation il n'a été enregistré aucune réaction hostile à ce projet de parc d'activités économiques. Cela conforte la nécessité de cette opération d'aménagement à vocation économique dans ce secteur du territoire métropolitain.

Par délibération du 04 octobre 2022 le conseil métropolitain a tiré le bilan de cette concertation.

➤ **a fait l'objet d'un examen conjoint des personnes publiques associées (PPA) :**

Le projet de déclaration de projet emportant mise en compatibilité du PLU a été notifié par Montpellier Méditerranée Métropole aux personnes publiques associées (PPA) et au Maire de la commune concernée le 09 mars 2023.

L'examen conjoint des personnes publiques associées (PPA) s'est tenu à l'hôtel de Métropole le jeudi 06 avril 2023 à 14h. Le procès-verbal de cet examen conjoint sera joint au dossier d'enquête publique.

La procédure n'est pas concernée par le point 7°, ni le dernier alinéa de l'article R123-8 du code de l'urbanisme mentionné plus haut.

Ainsi, le présent dossier d'enquête publique, lié à la déclaration de projet valant mise en compatibilité du PLU de Sussargues pour la création du PAE Jules Rimet, se compose comme suit - outre le présent préambule et une annexe compilant les actes :

- **D'un premier volet présentant le cadre de l'enquête publique**, conformément à l'article R123-8 du code de l'environnement :
 - **Pièce A** : Note de présentation de l'enquête publique, *précisant* :
 - *les coordonnées du maître d'ouvrage ou de la personne publique responsable de la déclaration de projet valant mise en compatibilité du PLU ;*
 - *l'objet de l'enquête ;*
 - *les caractéristiques les plus importantes de la déclaration de projet valant mise en compatibilité du PLU et présentant un résumé des principales raisons pour lesquelles, notamment du point de vue de l'environnement, la déclaration de projet a été retenue ;*
 - **Pièce B** : Textes régissant l'enquête publique et indication de son insertion dans la procédure administrative, comprenant les décisions pouvant être adoptées au terme de l'enquête et les autorités compétentes pour prendre la décision d'autorisation ou d'approbation ;
 - **Pièce C** : Bilan de la concertation préalable, réalisée conformément à l'article L103-2 du code de l'urbanisme ;
 - **Pièce D** : Avis de l'autorité environnementale sur l'évaluation environnementale.
 - **Pièce E** : Avis des personnes publiques associées, dont le procès-verbal de la réunion d'examen conjoint des PPA, en application de l'article R153-13 du code de l'urbanisme, et les avis écrits reçus avant ou pendant l'enquête publique.
- **D'un second volet présentant le dossier de déclaration de projet valant mise en compatibilité du PLU de Sussargues**. Conformément à l'article L153-54 du code de l'urbanisme, l'enquête publique porte à la fois sur :
 - **L'intérêt général du projet** (partie 1) : **pièce F**, justifiant le recours à la procédure de déclaration de projet ;
 - **La mise en compatibilité (MEC) du PLU de Sussargues** (partie 2), comprenant :
 - **Pièce G** : la notice de présentation de la MEC, qui constituera un additif au rapport de présentation du PLU ;
 - **Pièce H** : l'évaluation environnementale de la MEC, qui constituera un autre additif au rapport de présentation du PLU ;
 - **Pièce I** : le Projet d'aménagement et de Développement Durable mis en compatibilité ;
 - **Pièce J** : l'Orientation d'Aménagement et de Programmation (OAP) du site Jules Rimet ;
 - **Pièce K** : le règlement de la zone AU2, qui viendra en complément du règlement du PLU ;
 - **Pièce L** : l'extrait du plan de zonage avant / après mise en compatibilité du PLU.